

2001-2011 : Tahrir is Queer

Boban Stojanović, Doroteja-Tea Gajić et Julien Bordier

Traducteur : Doroteja-Tea Gajić et Julien Bordier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/variations/156>

DOI : [10.4000/variations.156](https://doi.org/10.4000/variations.156)

ISSN : 1968-3960

Éditeur

Les amis de Variations

Édition imprimée

Date de publication : 16 janvier 2012

Référence électronique

Boban Stojanović, Doroteja-Tea Gajić et Julien Bordier, « 2001-2011 : Tahrir is Queer », *Variations* [En ligne], 16 | 2012, mis en ligne le 20 février 2012, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/variations/156> ; DOI : [10.4000/variations.156](https://doi.org/10.4000/variations.156)

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2019.

Les ami•e•s de Variations

2001-2011 : Tahrir is Queer

Boban Stojanović, Doroteja-Tea Gajić et Julien Bordier

Traduction : Doroteja-Tea Gajić et Julien Bordier

NOTE DE L'ÉDITEUR

Première publication sur www.theoriecritique.com, « Tahrir is here ! », 16 janvier 2012, pp. 64-69

NOTE DE L'AUTEUR

Propos recueillis à Beograd, Serbie, en novembre 2011

Le mouvement LGBT serbe porte un espoir arc-en-ciel. La première Marche des Fiertés de Beograd pris place dans le mouvement social qui entraîna la chute de Slobodan Milošević. Les difficultés rencontrées par les organisations LGBT pour organiser une Marche des Fiertés nous rappellent que l'espoir démocratique est fragile et précaire. Ici, la Gay Pride n'est pas l'immense fête urbaine que connaissent désormais les capitales d'Europe occidentale. La condamnation de cette Marche par une partie de l'extrême-gauche serbe montre également qu'il n'existe pas de recette structurelle du mouvement social. Elle laisse entrevoir en filigrane que les mouvements sociaux sont multicolores, transgressent les identités et ne laissent aucun dogme intact. Place Tahrir is Queer.

Nous rencontrons Boban Stojanović, militant pacifiste lors de la guerre qui déchira la région, activiste LGBT, aujourd'hui membre du comité d'organisation de la Parada Ponosa. Il revient, depuis sa propre expérience, sur cette Marche des Fiertés de 2011 qui n'eut pas lieu.

We make history

En 2001, une première marche des fiertés homosexuelles fut organisée en Serbie. Dans quel contexte et comment s'est-elle déroulée ?

L'an 2000 portait l'espoir d'un lendemain meilleur. Un espoir que nous, les citoyens, avons appelé « le changement démocratique. » Les minorités, mais aussi tous les gens qui étaient alors dans la rue pour se battre contre un régime répressif, ont cru que des temps meilleurs étaient enfin venus et qu'un espace s'ouvrirait pour nous tous. Pourtant, en 2001 pour la première fois, l'espoir démocratique s'est heurté à la population gay. A ce moment, il est devenu clair que nous n'étions pas dans la direction de la reconnaissance d'une égalité. La marche de 2001, c'est-à-dire la dizaine d'activistes que nous étions, fut attaquée par un groupe d'un millier de nationalistes, supporters de footbals, hooligans... Et la police n'était pas prête à protéger les participants de la marche, alors que plus de vingt d'entre eux étaient blessés, ainsi que des personnes, des passants, qui se trouvaient là par hasard.

En 2010, la seconde Parada Ponosa (Marche des Fiertés) eut lieu. Pourquoi a-t-il fallut attendre si longtemps pour retourner dans la rue ? Que s'est-il passé lors de cette marche ?

Après 2001, il y eut d'autres essais d'organiser la marche : en 2004, mais elle fut annulée en raison des incidents au Kosovo et de l'incendie des mosquées de Belgrade et Niš. En 2009, la Gay Pride a été annulée quelques jours avant la marche : la police a déclaré ne pas pouvoir assurer le maintien de la sécurité et de l'ordre public et a interdit la manifestation. En fait, elle a interdit le défilé à Belgrade en échange d'un autre loin du centre-ville. A ce moment-là, des institutions internationales ont fait pression sur la Serbie à ce sujet et l'Etat a calculé qu'il aurait intérêt à ce que la Parada Ponosa ait lieu en 2010. Et pour se donner raison, il a laissé s'exprimer un certain niveau de violence dans les rues. Cela a renvoyé, à tout le monde, l'image d'une Parada Ponosa qui serait un événement à très haut risque, et qu'il ne faut mieux pas autoriser. Dans la démocratie incertaine, la Gay Pride est un énorme calcul politique, parce qu'il n'existe pas d'autre minorité avec lesquelles l'Etat peut se permettre d'être, à ce point, politiquement incorrect. La communauté LGBT n'est pas une minorité nationale ou religieuse, nous sommes assez isolés, c'est donc facile pour l'Etat de briser la démocratie sur nos épaules.

Après la Parada Ponosa de 2010, la police racontait qu'il y avait eu 6000 hooligans contre 5000 policiers. On a appris plus tard, qu'il y avait 2000 hooligans. D'autre part, si le niveau de violence était si haut que la police le dit, pourquoi n'y a-t-il pas eu plus de participants de la marche blessés ? Ils ont dit que c'était la guerre ce jour-là. Rien de ça. Les démonstrations de violences ont été organisées entre les leaders de la mouvance hooligan-nationaliste et le sommet de l'Etat pour montrer les durs problèmes auxquels la société serbe est confrontée, en se servant du cas de cette minorité exotique qu'est la communauté LGBT.

2011 : La Gay Pride n'aura pas lieu

Quand la Parada Ponosa de 2011 fut annoncée, quelle a été la réaction du gouvernement ? Comment cette annonce fut-elle traitée dans les médias, par les partis politiques et les institutions extra-parlementaires ?

Le pouvoir, les partis politiques, les institutions n'ont pas réagi. Parce qu'ils ont, évidemment, su très tôt que la Gay Pride n'aurait pas lieu. Les déclarations publiques étaient généralistes, et ne tournaient qu'autour du trouble à l'ordre public. Personne n'a parlé des droits humains pendant cette période, ni de la nécessité d'organiser la Parada Ponosa. La situation était pareille à celle de 2010 : les prises de position des politiciens condamnaient la Gay Pride et ne soutenaient pas l'opportunité d'un tel événement. De manière générale, la Gay Pride est un champ de bataille de plus sur lequel les partis politiques s'affrontent. Mais elle n'est jamais évoquée comme revêtant un intérêt pour des gens, une minorité. Systématiquement, si on demande aux politiciens s'ils soutiennent la Parada Ponosa, ils répondent : « La violence n'est pas permise ! »

Quant aux médias, ils étaient assez désorientés, parce qu'il n'y avait pas d'information claire pour savoir si la marche aurait lieu ou non. Ils ne savaient donc pas vraiment où se situer. Les institutions et la police n'ont jamais donné de signaux clairs à ce propos. Mais il semble qu'il y ait eu cette année plus de reportages à ce sujet que l'année dernière, que les articles aient été plus ou moins analytiques et que les problèmes vécus par la population LGBT aient été davantage abordés. Le sujet a été traité de manière moins sensationnaliste, et il y a même quelques articles qu'on peut considérer comme relevant des problématiques, qui ont été publiés.

Quand et pourquoi a-t-elle été annulée ? Comment le gouvernement a-t-il justifié cette décision ?

La Parada n'a pas été annulée, elle a été interdite. Nous, le comité d'organisation, avons informé de la Décision selon laquelle la marche était interdite, à deux jours de l'événement. Cette Décision s'est construite sur une évaluation de la sécurité, je veux bien dire : sur une évaluation des risques. La Parada Ponosa, tout comme les contre-manifestations qui devaient avoir lieu ce jour-là, a été interdite. C'est d'ailleurs intéressant de voir que l'Etat avait commencé par accepter toutes ces contre-manifestations. Cela n'a même pas fait débat. Au contraire, l'opportunité ou l'interdiction d'une Gay Pride ont posé problème dès son annonce. Une semaine avant la marche, nous savions et disions déjà qu'il y avait de grandes possibilités que tout soit finalement interdit. Nous connaissons déjà bien ces stratégies gouvernementale.

State of emergency

Certains mouvements ont critiqué la Parada Ponosa comme étant directement organisée par l'Etat. Quel est votre sentiment à ce sujet ?

La Serbie est un pays « participatif », où les partis politiques décident de tout. Connaissant l'organisation d'un événement comme la Parada Ponosa, il est nécessaire de communiquer avec certaines institutions, mais malheureusement, elles « mangent » toute histoire. En tant qu'activiste qui ne suis pas fan de la politisation institutionnelle des droits humains et des libertés, je dois confesser que je suis fier de l'interdiction de la Marche des Fiertés. Elle montre qu'accorder de la légitimité à des partis politiques qui se disent démocratiques, n'est simplement pas constructif. Cette interdiction nous rappelle aussi que c'est d'abord l'Etat qui viole les droits humains. Donc, cette

interdiction a montré que le dialogue avec les partis n'a aucun sens et que le maximum que les organisateurs doivent faire est de chercher le soutien et la collaboration de quelques ministères essentiels... ou même peut-être pas.

La diversité des mouvements sociaux implique une diversité des vues quant à l'organisation de la Gay Pride. L'idéal serait que l'on puisse sortir dans les rues, tranquille, et que l'on fasse notre Marche des Fiertés. Mais on cherche une certaine légitimité et à suivre les mouvements de la société. Rien ne changerait si on faisait une révolution gay. C'est bien l'Etat qui n'aime pas ses administrés.

Quelle a été la nature de vos relations avec le Ministère de l'Intérieur dans la préparation de la marche et dans son interdiction ?

Il y a deux niveaux dans cette relation. Le premier renvoie aux « prises de positions politiques » et il s'incarne dans la position du ministre de l'Intérieur Ivica Dačić, qui était un des collaborateurs les plus proches de Slobodan Milošević à l'époque. Les hooligans qui affrontent la police sont le produit du régime de Milošević, je dis souvent que notre ministre a rendez-vous avec ses propres produits dans ces occasions. Et comment décrire notre relation à ce ministre qui nous a demandé, à nous les organisateurs, de nous acheter des casques de police pour manifester. Le deuxième niveau de relation a lieu avec la partie opérationnelle des forces de police. On peut communiquer avec eux dans la mesure où leur travail est visible et peut être évalué publiquement. Avec eux, il n'y a au fond que peu de problèmes.

Les élections à venir et la candidature de la Serbie pour l'adhésion à l'Union Européenne ont-elles jouées un rôle dans ce processus d'organisation/interdiction de la Parada Ponosa ?

Mon opinion profonde est qu'il n'y pas de connexion directe, mais qu'il est nécessaire de bien comprendre le brouillard de problèmes qui n'existent pas, avec lequel on nous enfume pour masquer les vrais problèmes. Dans la manière dont ça se déroule, la Parada Ponosa est traitée pendant trois ou quatre mois dans l'espace public, tout le monde se fait une opinion de l'événement, mais il semble qu'il n'y ait aucun résultat. Tout comme il n'y a pas de démocratie, ou quelque chose comme ça, dans les onze dernières années en Serbie.

Balkan je queer !

Une des prises de position récurrentes dans le débat public contre l'opportunité de la Parada Ponosa, consistait à dire que la Serbie avait des problèmes plus urgents (la question du Kosovo par exemple) que la défense des droits des homosexuels. Qu'en pense le comité d'organisation de la Parada Ponosa ?

La question du Kosovo est une question sans réponse depuis 30 ans déjà. Le Kosovo est le bouc-émissaire qui permet de justifier l'irresponsabilité des autorités en Serbie. Le Kosovo n'est même pas un problème réel si on le compare au problème métaphysique qu'on nous offre sur cette question. Un jour, on lira que le Kosovo est indépendant, et rien de plus ne se passera. La société serbe a vécu dix ans de fascisme, alors l'image biologiste de l'amputation d'une partie du corps se connecte logiquement à cette politique. Je ne parle pas ici au nom de tout le monde dans le comité d'organisation de la Parada Ponosa, mais personnellement j'insiste sur la confrontation avec le passé que nous vivons ici, parce que dans la Serbie des années 90, il n'y a eu ni vraie remise en

question, ni vraie critique sociale, et il est difficile d'en finir avec cette démagogie bon marché.

La situation serbe est-elle particulière au déroulement des Marches des Fiertés dans les autres grandes villes des Balkans ?

La Serbie a quelque chose de particulier parce qu'elle est tiraillée entre l'Europe et la Russie. Il ne s'agit pas seulement de décision politique, il s'agit de modèle culturel. Manifestement dans le modèle pro-russe sur lequel la Serbie hésite à s'engager, il n'y a pas de place pour les différences.

Quel est, selon toi, l'impact des mouvements LGBT et de leurs campagnes sur les mentalités, ainsi que sur les droits des minorités en général ?

La question est difficile. La majorité des organisations LGBT fait des projets orientés vers assez peu de monde. On manque d'un dialogue avec des parties plus larges de la société. Je crois que chacun de nous, individuellement et en tant qu'activiste, influence un changement social, plus que ne le font les programmes des organisations. Si je peux être aussi égocentrique, je dirais que mon plus grand succès militant est d'aider des jeunes gens dans leur expérience de « coming out. » J'ai 33 ans, j'ai commencé à dire « mes enfants », et je pense particulièrement à un petit groupe de jeunes que j'ai accompagnés dans ce processus. C'est ce qui me donne le plus de plaisir, je sens que je fais quelque chose. Notre slogan est « Ljudska prava u boji », les droits humains en couleur. On ne veut pas manipuler la souffrance des populations LGBT. On veut envoyer un message beau et positif, parce que la vie devrait être belle, non ?

Au lendemain de l'interdiction de la Parada Ponosa de Beograd, quel est ton message pour le monde ?

Je cite souvent Kipling et son poème « Si. » Il n'existe pas d'interdiction qui puisse interdire les gens, interdire leurs émotions, interdire leurs passions, interdire leurs désirs de vivre. Le lendemain de la chute est le plus beau lendemain. Tu sais que quelque chose de mauvais est passé, que tu es une nouvelle personne, plus forte, et que grâce à ça, tu es encore davantage prêt à vivre. Personne n'est éternel, alors ça ne reste qu'une question de décision, va-t-on vivre avec la tête inclinée ou avec fierté ? Je choisis la fierté.

AUTEURS

BOBAN STOJANOVIĆ

Membre du comité d'organisation de la Marche des Fiertés de Beograd

DOROTEJA-TEA GAJIĆ

Scénariste

JULIEN BORDIER

Docteur en sociologue